



131, rue Damrémont 75018 PARIS

E-mail : urif.fo@yahoo.com

 @ URIFFO

JUSQU'OUÛ IRONT-ILS ?

Après 2 semaines d'isolement, les dispositions de la loi d'urgence sanitaire dans le domaine du travail n'ont pas atteint « leur pic » mais nous pouvons déjà constater que cela joue sur l'obligation qui est faite à bon nombre de salariés de prendre 6 jours de congés, à leur voir imposer des périodes de prises de RTT, à imposer le travail partiel même à ceux qui travaillent, sans par ailleurs, doter tous ceux qui auraient besoin de moyens de protection dans leur travail quotidien si utile à la nation, d'après les membres du gouvernement qui s'expriment.

Ah que ne l'ont-ils pas découvert plus tôt quand nous parlions des conditions de travail et des salaires de tous les agents du service public mais également de ceux du privé.

Aujourd'hui, au-delà de tous les métiers des personnels de santé, le ministre de l'économie et des finances vantait les mérites de ces formidables salariés qui contribuent au ramassage des ordures ménagères, des caissières de la grande distribution, des chauffeurs routiers qui assurent l'approvisionnement etc, etc...en « ramait » pour expliquer que le manque de moyens de protection, de douches sur les stations et de restauration d'autoroute, allait se trouver réglé, comme d'habitude, toujours dans les prochains jours.

En réalité, la volonté profonde du ministre comme des autres d'ailleurs, c'est de faire redémarrer l'économie même si le bilan humain doit s'alourdir.

Personne ne peut être surpris que nos camarades du bâtiment appellent à un droit de retrait général comme les routiers nous semblent-il.

Personne ne peut être surpris que les personnels de Pôle Emploi et de leurs organisations syndicales dont FO, appellent à la grève parce qu'ils refusent de répondre aux injonctions des directions qui voudraient que le personnel se rendent dans les agences alors que des dizaines d'entre eux sont touchés par la maladie.

Personne ne peut être surpris qu'une fédération CGT des services publics appelle à la grève parce que toutes les promesses faites de protéger les personnels les plus exposés ne soient pas tenues en mettant tous les équipements à leur disposition.

Personne ne peut être surpris que les salariés de PSA ne veuillent reprendre dans les ateliers tant que les conditions de protection sanitaire ne seront pas garanties.

Personne ne peut être surpris que la FGF-FO comme plusieurs autres fédérations d'ailleurs, soient aux côtés de tous les salariés fonctionnaires et du secteur privé et qui font jouer leur droit de retrait tous les jours.

Ce matin, le ministre de l'économie et des finances disait : « Rien ne sera plus comme avant, il faudra un nouveau capitalisme ».

Nous ne nous faisons aucune illusion, il sera aussi destructeur que le nouveau coronavirus.

Il l'est déjà pendant cette période où meurt des milliers de personnes et où déjà, ce « nouveau capitalisme » impose, à marche forcée, une nouvelle et considérable attaque contre le code du travail avec les mesures sur les congés, les RTT, la durée du temps de travail où c'est l'entreprise qui décide ce qui doit être fait sur ordre du gouvernement et où patrons et gouvernement mettent la pression pour que les salariés retournent au boulot alors qu'on attend toujours les masques, les ventilateurs et autres matériels... qui viennent de Chine.

Le ministre de l'économie était plutôt flou sur les nationalisations particulièrement sur l'arrêt définitif de la privatisation d'ADP. Il était aussi sur la relocalisation de nos moyens de fabrication de produits indispensables à notre vie.

Quid de la réouverture et de la nationalisation de l'usine Luxfer du Puy-de-Dôme qui fabriquait des bouteilles d'oxygène qui ne vont pas tarder à manquer dans les hôpitaux ?

Quid de la relocalisation et de la nationalisation des entreprises de production des masques, des charlottes, des gants ?

Quid de la nationalisation des centres de production de médicaments avec l'alerte lancée sur le fait que la Chloroquine ou d'autres produits pourraient venir à manquer ?

Quid de la renationalisation de toutes les entreprises publiques qui ont contribué à la construction de la France après la guerre ?

Le Président l'a dit, nous sommes en guerre alors les nationalisations c'est maintenant et que l'on ne nous amuse pas avec les nouvelles formes de capitalisme. Le capitalisme c'est le capitalisme ! Et ses effets sont destructeurs.

Paris, le 30 mars 2020